

# Le Monde

# Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

## Diminuez l'empreinte carbone de votre épargne

■ Exclusif : du Crédit agricole à La Banque Postale, le palmarès environnemental des sept principales banques françaises  
■ Sur Lemonde.fr, une calculatrice pour évaluer les émissions de CO<sub>2</sub> engendrées par vos placements financiers



À la veille de la Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique qui se tiendra à Cancún (Mexique) du 29 novembre au 10 décembre, l'objectif de la France de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 paraît difficilement atteignable sans un véritable changement de modèle économique. Est-ce faute d'avoir impliqué dans le processus un acteur jusqu'ici négligé, l'industrie financière ?

### Dossier

C'est en tout cas l'analyse que fait Stanislas Dupré, directeur général du cabinet de conseil aux entreprises Utopies, spécialisé dans les stratégies et les outils du développement durable. Il publie un ouvrage, *Que font-ils de notre argent ?* (éd. Nil, 286 pages, 19 euros), dans lequel il entreprend de calculer l'impact carbone des grandes banques françaises, dont l'activité, à l'inverse de l'industrie, des transports ou de l'immobilier, n'est pourtant pas réputée polluante.

Il n'en est rien, assure M. Dupré. Il explique que l'argent placé par les ménages et les investisseurs dans les banques sert à financer des activités diverses qui, elles, sont plus ou moins émettrices de carbone. Les choix d'investissements financiers, mais aussi celui des épargnants, ont donc un effet indirect sur le niveau d'émissions de CO<sub>2</sub>. « On est typiquement dans la zone floue du "responsable, mais pas coupable" », confirme Matthieu Welhoff, du service économie et prospective de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

D'autres choix sont donc possibles, y compris au niveau de chaque épargnant. C'est la raison pour laquelle le site Internet du Monde

(Lemonde.fr) met aujourd'hui en ligne une « calculatrice », élaborée par Utopies, permettant à chacun de mesurer l'impact carbone de son épargne personnelle, et, par conséquent de réorienter ses choix de produits financiers.

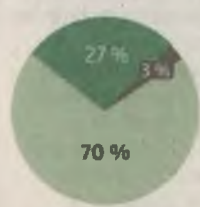
Mais, comme l'explique M. Welhoff, « il n'y aura de véritable basculement que lorsque l'industrie financière elle-même admettra que continuer à investir dans des activités économiques liées au réchauffement climatique présente un risque économique majeur, y compris pour elle ».

Antoine Reverchon  
►►► Lire la suite page 4

Martin Wolf p. 2  
« Une lueur d'optimisme malgré l'échec du G20 à Séoul »

Chronique p. 3  
« Lutte contre la fraude fiscale », par Thibault Gajdos

Prix du livre d'économie page 6  
70 % des Français estiment que « le gros de la crise est à venir », selon un sondage Ipsos



Philippe Askenazy



## Cohésion sociale



La CFDT cherche péniblement à sortir du conflit des retraites en proposant de négocier sur l'emploi des jeunes et des seniors avec le patronat, mais sans la présence de l'Etat. Pour comprendre une telle défiance vis-à-vis de l'Etat, il convient de faire le bilan d'un « plan » qui porte le nom de l'éphémère favori au poste de premier ministre, Jean-Louis Borloo. Le « plan Borloo » ou « plan de cohésion sociale », annoncé en 2004 et mis en œuvre à partir de 2005, affichait une large ambition, avec pas moins de 20 programmes. Le mot « Grenelle » n'avait pas été employé, mais la méthode n'était pas très différente. Il s'agissait de rassembler les bonnes idées pour changer enfin la donne autour de trois enjeux essentiels : l'emploi, le logement et l'égalité des chances.

Le premier enjeu concentrait plus de la moitié des programmes. L'objectif n'était rien moins que « l'application effective du préambule de la Constitution de 1946, qui dispose : chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». Quatre mesures phares en ressortaient. La première créait un nouveau type de contrat, dit « d'activité », ouvert aux allocataires du revenu minimum d'insertion ou de l'allocation de solidarité spécifique. L'activité devait être non marchande. L'employeur – une collectivité territoriale, une entreprise d'insertion, une association ou un délégataire de service public – s'engageait à encadrer le bénéficiaire et à lui désigner un tuteur. En contrepartie, il recevait une aide substantielle de l'Etat. Ce contrat prévoyait 26 heures d'activité hebdomadaire (sauf dérogation), payées au smic, pour une durée de deux ans pouvant être prolongée d'un an, soit une durée plus longue que la plupart des contrats aidés. Le gouvernement proclamait que « 250 000 contrats [seraient] offerts chaque année pendant quatre ans, permettant à un million de personnes de sortir de l'assistance et de revenir vers l'emploi durable ».

Baptisés in fine « contrats d'avenir », 18 000 d'entre eux furent signés en 2005, 94 000 en 2006. Ce flux se maintenait au premier semestre 2007. Mais pour le nouveau premier ministre, François Fillon, la priorité allait aux « solidarités actives » de Martin Hirsch. Le dispositif déclinait alors : 70 000 contrats signés en 2007, 53 000 en 2008, 48 000 en 2009. Il fut finalement abrogé le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Au total, moins de 30 % de l'objectif quantitatif a été atteint.

La deuxième mesure phare du Plan Borloo créait des « maisons de l'emploi », à l'image des *job centers* britanniques. Elles devaient fédérer les acteurs d'un bassin d'emploi et remédier aux carences du service public.

►►► Lire la suite page 2

### Annonces

Paroles d'experts Collectivités territoriales Page 9 ■ Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance ■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales Multiposte ■ Collectivités territoriales Pages 8 à 12  
Consultez notre site: [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

**Le CENTRE COURNOT**  
pour la recherche en économie  
sous la présidence de Robert Solow et de Jean-Louis Beffa  
organise sa treizième conférence :

## Les bienfaits de la macroéconomie

Les 2 et 3 décembre 2010  
aux Miroirs : 18, avenue d'Alsace - Paris La Défense  
métro : ligne 1, station : Esplanade de la Défense

Jeu 2 décembre à 9h30 :

Un panorama des concepts et des approches

Jean-Bernard Chatelain (Université Paris-1)  
Xavier Timbeau (O.F.C.E.)  
Discutant : Gerhard Illing (Université de Munich)

Jeu 2 décembre à 14h30 :

Le renouveau macroéconomique

Giovanni Dosi (Université Saint Anna, Pise)  
Xavier Ragot (C.N.R.S.)  
Discutant : Willi Semmler (New School, New York)

Vend 3 décembre à 9h30 :

Repenser le rôle de la politique fiscale

Volker Wieland (Goethe Universität, Frankfurt)  
Paul de Grauwe (Université de Louvain)  
Discutant : Robert Boyer (C.E.P.R.E.M.A.P.)

Vend 3 décembre à 14h30 :

L'avenir de la macroéconomie

Table ronde présidée par Robert Solow (MIT)  
Wendy Carlin (University College London)  
Robert Gordon (Northwestern University)  
Michael Wickens (University of York)

L'inscription à la conférence est gratuite.  
Pour y assister, veuillez vous inscrire avant le 26 novembre 2010 sur le site [www.centre-cournot.org](http://www.centre-cournot.org)  
ou contacter le Centre Cournot : [augustin@centre-cournot.org](mailto:augustin@centre-cournot.org) - Tél. : 01 44 16 71 80

## Cohésion sociale

►►► Suite de la chronique de Philippe Askenazy

L'idée était d'avancer vers le rapprochement entre l'ANPE et les Assedic sans déstabiliser les structures et le personnel. Mais là aussi, Fillon enterre Borloo : l'« échec » de ce programme fut le principal argument pour justifier la fusion express Assedic-ANPE que réalisera le gouvernement Fillon avec la création de Pôle emploi dont l'efficacité est maintenant sabordée par une réduction du budget et des effectifs.

Les deux autres mesures bénéficiaient aux jeunes. Pour ceux, sans qualification, des « quartiers sensibles », une voie de recrutement aux emplois publics s'ouvrait : le parcours d'accès à la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat (Pacte). Mais cette mesure, novatrice s'est heurtée à la politique de non-remplacement des agents publics, sanctuarisée par M. Fillon. Depuis 2006, en moyenne seulement 40 Pactes sont conclus chaque mois. Pas de quoi changer la donne pour l'emploi des jeunes. En revanche, la revalorisation du statut d'apprenti s'est traduite par une hausse sensible de leur nombre (70 000 en stock en quatre ans) même si elle a surtout bénéficié à des jeunes diplômés qui n'auraient probablement pas eu de gros problèmes sur le marché du travail.

On comprend donc pourquoi les partenaires sociaux ne souhaitent pas inviter l'Etat à leur table : malgré une même majorité depuis une décennie, celui-ci semble incapable de dépasser le bal des ministres et de tenir la plupart de ses engagements. ■

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.

### Appel à candidature pour le Prix du meilleur jeune économiste

POUR la 12<sup>e</sup> année, le Prix du meilleur jeune économiste sera attribué par « Le Monde Economie » et le Cercle des économistes en mai. Peuvent concourir à ce prix, doté de 3 000 euros par *Le Monde*, les économistes français de moins de 40 ans, issus du monde universitaire ou des grandes écoles, dont les travaux portent sur l'économie appliquée et dont les contributions permettent de promouvoir le débat économique. Les candidats doivent faire parvenir en deux exemplaires avant le 17 janvier une liste de leurs travaux, un CV détaillé et deux textes qui résument le mieux leur approche :

Anne Raffaelli, Le Cercle des économistes, 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.  
Courriel : anne.raffaelli@cercledeseconomistes.fr



Par Martin Wolf

Ils sont venus ; ils ont vu ; ils ont perdu. Tel est, sur le plan du rééquilibrage mondial, le bilan que l'on peut tirer du sommet du G20 qui s'est tenu à Séoul en Corée du Sud les 11 et 12 novembre. Publiquement, les pays excédentaires persistent à demander aux déficitaires d'entrer en déflation pour retrouver une bonne santé économique. Les conséquences de cette folie sont à présent évidentes dans la zone euro, en Irlande en particulier. Et, au niveau mondial, les Etats-Unis ne l'accepteront jamais.

Pourtant, en coulisses, quelque chose de plus productif est en train d'émerger. Cette perspective plus optimiste peut être induite de la teneur de la déclaration finale du G20. Elle indique que « les déséquilibres importants et persistants, évalués à l'aune de critères indicatifs sur lesquels doivent s'accorder nos ministres des finances et gouverneurs de banque centrale, exigent une évaluation de leur nature et des causes des entraves à l'ajustement (...). Ces critères (...), composés d'une palette d'indicateurs, servirait de mécanisme pour faciliter l'identification en temps voulu des déséquilibres importants exigeant des mesures préventives et correctives. »

C'est lourdement dit, mais sensé. Si l'on y ajoute les discussions sur la nécessité pour les pays excédentaires de soutenir plus fermement leur demande intérieure, le renforcement de la surveillance exercée par le Fonds monétaire international (FMI) et celui du contrôle des taux de change, on peut dire qu'un mandat un peu plus musclé vient peut-être d'émerger.

En public, bien entendu, le débat s'est focalisé sur les maux de l'assouplissement quantitatif opéré par la Réserve fédérale américaine (Fed). La Chine et l'Allemagne se sont montrés les plus volubiles dans leur condamnation. Mais il est bien difficile de comprendre pourquoi un assouplissement monétaire aussi modeste, dans le contexte d'une économie américaine en berne et d'une croissance monétaire stagnante, a engendré une telle hystérie.

Ainsi, le fond de l'argumentation chinoise est que les Etats-Unis exportent leurs problèmes en dépréciant délibérément leur monnaie. Premièrement, c'est inexact ; deuxièmement, l'ajustement des taux de change est nécessaire ; troisièmement, il s'agit là d'une bonne définition de la politique de taux de change... chinoise.

La Fed n'achète pas des devises, mais des bons du Trésor. Elle le fait pour soutenir l'économie américaine grâce au désendettement. Certes, une telle politique est susceptible, toutes choses égales par ailleurs, de faire baisser également la valeur extérieure du dollar. Or, cela est souhaitable. Les Etats-Unis constituent un exemple classique

## L'éclairage Si le G20 de Séoul n'a pas débouché sur des décisions concrètes, l'idée de la nécessité d'équilibrer les balances de paiement a progressé

# Une lueur d'espoir

de déséquilibres intérieurs et extérieurs – chômage élevé et déficit structurel des comptes courants. Selon les règles économiques classiques, la bonne réponse est de procéder à une dépréciation du taux de change réel. Et une dépréciation du taux de change nominal est la façon la moins douloureuse d'obtenir ce résultat.

A la différence des Etats-Unis, la Chine, elle, fait « tourner la planche à billets » afin d'acquiescer des devises et de protéger sa compétitivité extérieure. Au mois de septem-

bre 2010, Pékin avait accumulé 2 648 milliards de dollars (1 944 milliards d'euros) en devises – soit près de la moitié de son produit intérieur brut (PIB). Dans les déclarations qu'il a faites à Séoul, Hu Jintao, le président chinois, a appelé les dirigeants du G20 à œuvrer pour « s'opposer à toutes les formes de protectionnisme et à éliminer les mesures commerciales protectionnistes existantes ». Pourtant la politique que mène son pays au regard de sa propre monnaie participe sans conteste de ces « formes de protectionnisme ». Comme dit le proverbe, les habitants d'une maison de verre ne devraient pas jeter de pierres.

Le monde a besoin de procéder à un ajustement postcrise dans lequel les flux de capitaux s'inverseront. Il s'agit par essence d'un processus réel, et non monétaire. Les pays riches ne peuvent plus absor-

ber de façon productive les flux de capitaux en provenance des pays pauvres. Et ce qui ne peut plus se poursuivre, il faut le changer. Le point essentiel est que les Etats-Unis ne pourront réduire leur énorme déficit budgétaire, sans précipiter le pays dans un profond marasme, que si et seulement si les ménages et les entreprises procèdent à une augmentation relative de leurs dépenses par rapport à leurs revenus. Il est peu probable que cela intervienne à un niveau suffisant dans le secteur

privé américain, même si l'on peut s'attendre à une certaine expansion de l'investissement. Une bonne part de l'ajustement nécessaire doit donc venir de la hausse des dépenses des pays étrangers par rapport à leurs revenus. En d'autres termes, d'une réduction du déficit structurel des comptes courants.

Cette analyse constitue la toile de fond de toute discussion sur l'ajustement mondial. Comme le souligne le rapport qu'a présenté le FMI au G20 sur le « processus d'évaluation mutuelle », les déficits des comptes courants des pays déficitaires devraient revenir à des niveaux atteints avant la crise. Dans le même temps, on devrait voir les excédents se stabiliser. L'incohérence est évidente. Cela montre à quel point le monde échoue à fonder sa croissance prévisible sur des bases durables.

### Le monde a besoin de procéder à un ajustement postcrise dans lequel les flux de capitaux s'inverseront

Remédier à cette situation n'est pas que dans l'intérêt des pays déficitaires. Si ceux-ci sont incapables de relancer leur économie sur une voie durable, il y a de fortes chances de les voir adopter des méthodes plus brutales pour enrayer la chute de la demande. Cela se traduira par un recours au protectionnisme, ce qui, à long terme, serait dommageable à tous. Il est préférable d'engager une discussion sérieuse sur la façon d'aller vers l'ajustement plutôt que de se livrer à une guerre des marchés dans un monde d'offre excédentaire.

Rien de tout cela ne sera facile. En matière de politique monétaire, la possibilité d'une impasse temporaire entre la Chine et les Etats-Unis est réelle : ces derniers peuvent imprimer des dollars de façon illimitée, à quoi Pékin peut répondre en produisant de façon tout aussi illimitée des yuans avec lesquels elle achètera des dollars.

Le « vainqueur » d'un tel combat pourrait être celui que l'inflation touchera en dernier. Mais une telle guerre des monnaies serait tragique, notamment parce qu'elle aurait des effets catastrophiques sur d'innocents spectateurs dotés de taux de change relativement souples. Il existe un meilleur chemin : un programme équilibré d'ajustement à moyen terme. Ce G20 n'a peut-être pas permis de s'en rapprocher. Mais la voie est tracée. Les dirigeants devraient comprendre qu'il est de leur intérêt de s'y engager résolument. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT ». (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

## Le livre

### Green contre Faust

Atypique, érudit, capable de passer d'une fresque historique multiséculaire à des propos touchant aux choix humains intimes, le livre de Stephen Green est à l'image de son auteur. Eclectique, difficile à résumer, mais certainement pas dénué de fil conducteur.

Diacre de l'Eglise anglicane, patron de la banque HSBC, Stephen Green a renoncé à ses bonus pendant la crise. Président de l'Association des banquiers britanniques (BBA), il n'a pas mâché ses mots contre les dérives du secteur. Début 2011, il quittera sa vie de financier pour devenir secrétaire d'Etat au commerce – bénéficiaire du gouvernement conservateur de David Cameron. L'ex-premier ministre travailliste Gordon Brown avait déjà dit de lui qu'il était son « banquier préféré »...

Le message le plus fort de son ouvrage n'est pas dans la vaste synthèse de l'histoire de l'économie mondiale, des empires ou de l'urbanisation qui en constitue la première partie – encore qu'elle soit riche et incisive. Il réside dans la façon dont cette analyse est ensuite reliée aux destins humains face

aux incertitudes de la crise, nous invitant à l'engagement sincère.

« Nous n'avons qu'une vie. Et nous n'avons, à tout moment, que trois possibilités pour poursuivre notre route et nous impliquer dans le grand bazar des affaires : conclure le pacte faustien qui place le moi au centre, se laisser emporter par les événements ou apporter sa contribution », la dernière option étant évidemment la plus recommandée pour s'épanouir.

L'être humain divisé n'est ni heureux ni lucide moralement, explique-t-il, mettant en garde contre le « cloisonnement » des différentes facettes de l'existence : professionnelle, citoyenne, familiale, amicale, consommatrice, etc. « La but recherché est une plénitude que nous n'atteindrons jamais tout à fait mais le voyage est de première importance », souligne-t-il. Le diacre-banquier-futur ministre souligne le « prisme chrétien » de son regard mais il met en valeur la rencontre, la différence et le dialogue qui doit accompagner la mondialisation, à rebours de l'individualisme. Enfin un livre sur la crise qu'on n'a pas l'impression d'avoir déjà lu. ■

Adrien de Tricornot



**Valeur sûre. Réflexions sur l'argent et la morale**  
Stephen Green  
Parole et Silence, 232 pages, 20 euros.

## Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin Ernest Gouin, le polytechnicien des Batignolles

L'Ecole polytechnique, pourtant à vocation militaire, a formé nombre d'entrepreneurs. Ernest Gouin (1815-1885) en est une bonne illustration. Issu d'une famille de notables tourangeaux, il sort premier de l'X en 1836. Pétri des idéaux saint-simoniens, il démissionne de l'armée et part étudier l'industrie en Angleterre, alors à la pointe du progrès.

Il y restera deux ans. C'est le temps nécessaire pour observer l'organisation des entreprises et découvrir la production des locomotives à vapeur. De retour en France, après une expérience au sein de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, des frères Pereire, il décide de se lancer à son tour dans l'aventure.

La maison Ernest Gouin et C<sup>e</sup> est fondée le 18 février 1846. L'entreprise, localisée aux Batignolles, se lance dans la construction de locomotives, puis de machines pour l'industrie textile. Dans la revue *Histoire, économie et société* parue en 2000, l'historienne Rang-Ri Park-Barjot nous apprend que parmi les actionnaires se côtoient les gratins de la finance

et de l'industrie. On y trouve les noms de Rothschild, Hottinguer, d'Eichtal, Fould, les frères Talabot, Delessert et le beau-père d'Ernest Gouin, le banquier Rodrigues-Henriques. Ces personnalités prestigieuses peuvent assurer à la société une solide assise financière et d'importants contrats.

### Innovation permanente

Mais l'industrie des chemins de fer reste fragile, et la concurrence devient vive en France. L'entreprise est poussée à se diversifier et à rechercher de nouveaux débouchés plus à l'est. Elle opte pour le secteur des infrastructures ferroviaires. Les pays qui s'équipent de lignes ferroviaires doivent en effet réaliser des travaux gigantesques : voies ferrées, viaducs, tunnels, gares... Les chemins de fer sont le véritable catalyseur du secteur des travaux publics.

A partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les ouvrages d'art bénéficient des progrès de la métallurgie. Les ingénieurs maison se surpassent. Le premier pont métallique, inauguré à Asnières en 1852, fait 160 mètres de portée ; trois ans plus tard,

celui de Moissac (Tarn-et-Garonne) atteint les 312 mètres. En 1875, le pont Marguerite, à Budapest, est achevé. Il mesure 570 mètres.

L'entreprise d'Ernest Gouin repose sur les trois piliers que sont l'innovation permanente, la diversification des activités et l'ouverture à l'international.

Sa parfaite intégration lui permet aussi de se lancer dans des chantiers monumentaux. La société maîtrise en effet le génie civil, la métallurgie et la mécanique. Elle peut ainsi concevoir des ouvrages d'art, construire les éléments métalliques et fabriquer les machines. Les nombreux ingénieurs permettent de rester à la pointe du progrès. Cette stratégie est heureuse, et l'entreprise emploie jusqu'à 2 000 personnes.

La pensée de Saint-Simon ne se limite pas au seul développement de l'industrie. La place du social est primordiale. Ernest Gouin ne l'oublie pas, lui qui affirme que « la puissance n'est légitime que si elle s'exerce pour le bien de tous ». Dès 1847, il met en place une société de secours mutuel qui fait office de Sécurité sociale pour les employés. Son fils Jules, qui a repris le flam-

beau en 1885, poursuit l'œuvre de son père en fondant l'hôpital Gouin, à Clichy, en 1897. Après bien des péripéties, l'entreprise s'appellera Spie-Batignolles. Son capital est aujourd'hui contrôlé par son encadrement. ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'IAE d'Amiens.

## Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00  
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21  
Télex : 206 806 F

Édité par la Société éditrice du « Monde » SA,  
Président du directoire,  
directeur de la publication,  
directeur du « Monde » :  
Eric Fottorino

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712C 81975.  
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde  
Impression Le Monde  
12, rue M.-Gunsbourg  
94852 Ivry Cedex  
Printed in France